

# BAC chapitre 6

## Composition – Corrigé

### SUJET : La Chine dans les relations internationales depuis 1949

Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, la Chine est l'héritière d'une grande civilisation qui se considère comme le centre du monde (« l'empire du milieu »). Elle est à l'origine d'inventions majeures (boussole, papier, poudre à canon...) et en avance sur le reste du monde. Mais le XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle sont considérés par les Chinois comme une période d'humiliation. D'abord, les révolutions industrielles qui touchent l'Europe, les États-Unis et le Japon ne pénètrent pas en Chine et ce retard économique place le pays sous la coupe des puissances étrangères. Les deux guerres de l'opium (1839-1842 et 1858-1860) débouchent ainsi sur la signature de traités inégaux, comme le traité de Nankin (1842), qui cède l'île d'Hong Kong au Royaume-Uni et aboutit à l'ouverture forcée de cinq ports (Canton, Amoy, Fuzhou, Ningbo et Shanghai) au commerce étranger et à l'implantation durable des puissances étrangères en Chine, sous la forme de concessions (concession allemande à Qingdao, concession internationale et concession française à Shanghai). Les années 1920-1930 sont marquées par une grande instabilité politique et l'essor de nationalismes rivaux : d'une part le Guomindang, mouvement nationaliste fondé par Sun Yat Sen en 1905, auquel succède en 1925 le général Tchang Kaï Chek (Jiang Jieshi) ; le Parti communiste chinois d'autre part, fondé en 1921, dirigé par Mao Zedong et soutenu par l'URSS. Les deux mouvements s'affrontent dans les années 1930 avant de s'allier en 1937 pour combattre l'envahisseur japonais. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la guerre civile reprend et oppose une Chine des campagnes, communiste, à une Chine des villes, favorable au Guomindang. En 1949, toutes les grandes villes tombent aux mains des communistes et le 1<sup>er</sup> octobre 1949, Mao proclame à Pékin la naissance de la République populaire de Chine.

Il s'agit ici d'étudier la montée en puissance progressive de la Chine. Par puissance, on entend un pays qui par son économie, sa politique étrangère, sa force militaire et sa culture exerce un rayonnement et une influence mondiale. Les grandes puissances ont la capacité d'intervenir partout dans le monde et les décisions qu'elles prennent ont souvent un impact sur les autres nations. La situation de la Chine communiste s'inscrit dans une évolution originale qui la mène, à travers la volonté de retrouver son ancienne puissance, d'une situation de sous-développement économique et de mise sous tutelle politique à une position économique et, de plus en plus, politique mondiale de premier plan. Comment la Chine populaire s'est-elle imposée sur la scène internationale pour devenir une puissance majeure ?

Dans une première partie nous verrons comment la Chine maoïste entre progressivement, entre 1949 et 1976, sur la scène internationale ; puis dans un deuxième temps, nous verrons que la Chine depuis 1976 est une puissance émergente, qui se modernise et s'ouvre peu à peu sur le monde.

Après sa prise de pouvoir et la proclamation de la République populaire de Chine (RPC) le 1<sup>er</sup> octobre 1949, les objectifs de Mao sont les suivants : bâtir un État fort et territorialement unifié afin de redonner à la Chine sa puissance passée, et de construire le communisme. Pour atteindre le premier objectif, la RPC envahit le Tibet en 1950, mais doit renoncer à la Mongolie, indépendante depuis 1921, à Hong Kong, qui reste britannique, et à Taiwan, où se sont réfugiés Tchang Kaï Chek et le Guomindang vaincus. C'est cette Chine nationaliste protégée par les Américains qui continue d'occuper le siège de la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU jusqu'en 1971, puisque les puissances occidentales, à l'exception du Royaume-Uni, pour conserver Hong-Kong, ne reconnaissent pas la RPC. Sur le plan intérieur, la Chine adopte en 1954 une Constitution calquée sur la Constitution soviétique : le pouvoir est détenu par le parti unique, le

Parti communiste chinois (PCC), qui regroupe près de 11 millions d'adhérents. L'adhésion de la population est obtenue par un endoctrinement initié dès l'enfance dans des organisations de jeunesse (Ligue de la jeunesse communiste), puis dans des structures de travail, les entreprises d'État (*danwei*) qui fixent dans un même lieu la production, le logement et les loisirs. Il s'agit donc d'un régime totalitaire qui réprime toute forme de contestation : censure des intellectuels, système concentrationnaire (le *laogai*, abréviation de *laodong gaizao*, qui signifie « rééducation par le travail », mis en place en 1957) où les opposants sont détenus sans limite de temps et contraints au travail. Plusieurs dizaines de millions de personnes sont alors déportées parmi les « neuf catégories de nuisibles » fixées par le régime : propriétaires fonciers, paysans riches, contre-révolutionnaires, mauvais éléments, agents du Guomindang, agents capitalistes. Enfin, la loi de février 1951 autorise l'arrestation et l'exécution des suspects.

Pour construire le communisme, Mao décide de fermer le pays aux influences occidentales. La RPC se ferme au commerce international et, dans le cadre de la guerre froide, elle intègre le bloc de l'Est. En 1950, elle signe un traité « d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle » avec l'URSS. Les années 1950 sont ainsi marquées par un alignement sur le modèle soviétique. Le gouvernement chinois décide alors de la collectivisation des moyens de production et des terres (suppression de la propriété privée et mise en place de coopératives sur le modèle des *kolkhozes* soviétiques), de la priorité à l'industrie lourde, et de la planification de l'économie sur le modèle soviétique (premiers plans quinquennaux lancés en 1953). L'URSS apporte une aide substantielle sous la forme d'envoi de techniciens, de prêts et de réalisations d'infrastructures, comme un pont sur le fleuve Yangzi en 1957. Cet alignement économique se double d'un alignement diplomatique. Dans les années 1950, la Chine relaie la politique soviétique en Asie. Ainsi, pendant la guerre de Corée (1950-1953), la Chine envoie des « volontaires chinois » combattre l'armée des Nations Unies sous le commandement américain, afin de tenter de réunifier la Corée sous l'autorité du communiste Kim Il-Sung. Après trois ans de combat et près de 2 millions de morts, l'armistice de Pan Mun Jom, négociée avec une délégation chinoise, fixe la frontière à son niveau originel, à proximité du 38<sup>e</sup> parallèle. La Chine apporte également un soutien discret (envoi de conseillers) aux communistes vietnamiens du Viet Minh (Ligue pour l'indépendance du Vietnam) d'Ho Chi Minh lors de la guerre d'Indochine (1945-1954). Sa participation aux négociations sur l'Indochine lors de la conférence de Genève, qui débouche sur les accords de Genève, lui confère de fait une certaine autorité. Enfin, en 1954, alors que les États-Unis se rapprochent du Pakistan (Pacte de Bagdad en 1955), le gouvernement chinois signe l'accord de Panchsheel, une alliance avec l'Union indienne, qui reconnaît notamment la souveraineté de la Chine sur le Tibet : la Chine commence à revenir sur la scène internationale.

La mort de Staline entraîne des changements importants. Dans le discours qu'il prononce en 1956 à l'occasion du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, Khrouchtchev amorce une politique de déstalinisation et critique les excès du communisme et le culte de la personnalité dont le « petit père des peuples » a été l'objet. Le PCC est alors contraint de libéraliser un peu le régime. En 1956, il réintroduit un peu de libéralisme dans l'économie et accroît la liberté d'expression. Dans son discours du 2 mai 1956, Mao lance ainsi la « campagne des cents fleurs », une campagne de rectification (*zhengfeng*) qui appelle les intellectuels à exposer leurs idées et à exprimer leurs critiques envers le régime, afin que ce dernier corrige ses défauts : « Que cents fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent ». Les dirigeants du Parti, qui assistent à la montée incontrôlée de la contestation et suivent avec inquiétude les événements de Hongrie (insurrection à Budapest, réprimée par l'armée soviétique) répondent par la répression : 550 000 intellectuels, notamment des enseignants, sont envoyés dans les camps.

Dès la fin des années 1950, les tensions avec l'URSS apparaissent et Mao condamne la politique de coexistence pacifique et de déstalinisation menée par Khrouchtchev, qui critique le culte de Staline, alors qu'au même moment le culte de Mao ne cesse de s'amplifier. Deng Xiaoping, secrétaire général du PCC, accuse l'URSS « de mener le mouvement international à la capitulation devant l'impérialisme ». Ce qui est en jeu, c'est en fait le leadership du mouvement communiste international et la Chine ne veut pas être inféodée à l'URSS. Staline mort, Mao se

considère comme le seul dépositaire de la pureté révolutionnaire, le seul véritable leader anti-impérialiste et antioccidental. Il projette de mettre en place sa propre vision du communisme, le maoïsme, et lance en février 1958 le « Grand bond en avant ». Il s'agit d'une politique volontariste visant à faire de la Chine une grande nation rattrapant son retard grâce à la mobilisation de masse. Cette idéologie s'inspire du marxisme-léninisme (lutte des classes entre des dominants et dominés et nécessaire révolution du peuple pour y mettre un terme), mais estime que le potentiel révolutionnaire réside dans la paysannerie plutôt que dans la classe ouvrière. Puisque le progrès technique est lié à la production de fer et d'acier, des millions de paysans sont forcés de quitter leurs exploitations afin de fournir la main-d'œuvre nécessaire. Le bilan est catastrophique : entre 1958 et 1961, la production agricole s'effondre (baisse de 20 % de la production céréalière entre 1958 et 1961) et une immense famine fait 36 millions de morts. L'URSS ne peut accepter que la Chine tente de rivaliser avec elle et propose un modèle concurrent. En 1959, elle cesse le transfert de technologie nucléaire vers la Chine, en 1960 elle dénonce tous les accords de coopération et rappelle tous les spécialistes soviétiques qui étaient en Chine. En 1962, la RPC accuse l'URSS de trahison quand celle-ci retire ses missiles de Cuba sous la pression américaine.

La Chine se présente alors comme un modèle alternatif dans le monde communiste, spécialement destiné aux pays du Tiers Monde pour lesquels elle s'était déjà engagée en 1955 lors de la Conférence afro-asiatique de Bandung, à laquelle Zhou Enlai (Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la RPC) a participé. Comme l'Inde, l'Égypte et la Yougoslavie, elle y annonce son non alignement. Dans les années 1960, la Chine apparaît aux nouveaux États africains, qui viennent de gagner leur indépendance, comme un modèle de développement socialiste concurrent. Lors de sa tournée africaine en 1963-1964, Zhou Enlai visite un certain nombre de pays (Algérie, Tunisie, Maroc, Mali, Soudan, Égypte) et se réjouit de trouver « une situation révolutionnaire sur le continent ». La Chine commence donc à aider économiquement un certain nombre d'États africains (Togo, Bénin, Nigéria, Cameroun, Congo, Zaïre) ce qui assoie son influence internationale. Par ailleurs, la RPC obtient une reconnaissance internationale lorsque la France du général de Gaulle reconnaît la Chine populaire en 1964, mais également parce qu'elle se dote, cette même année, de l'arme nucléaire. Sur le plan intérieur, Mao est en difficulté après l'échec tragique du « Grand bond en avant ». Il est vivement critiqué en interne par Deng Xiaoping (secrétaire général du PCC) et Liu Shaoqi, un autre cadre du parti, qui le remplace à la présidence de la RPC en 1963. Une ouverture à l'économie de marché se met en place : les communes populaires sont abandonnées et les lopins individuels à nouveau autorisés. L'important est désormais d'augmenter la production et d'améliorer les conditions de vie de la population : « peu importe que le chat soit blanc ou noir du moment qu'il attrape les souris » (Deng Xiaoping).

Marginalisé, Mao, qui a conservé la présidence du PCC, veut reprendre l'initiative face à une bureaucratie qu'il considère comme une nouvelle forme de bourgeoisie et voit comme infectée par le révisionnisme soviétique et le « droitisme ». En 1966, il décide donc de lancer une révolution à l'intérieur de la révolution, de façon à reprendre l'initiative et à éliminer la vieille garde qui lui est hostile, c'est la Révolution culturelle (1966-1969). Les intellectuels (les professeurs notamment), les cadres du parti, les valeurs traditionnelles chinoises et occidentales sont les principales victimes de cette révolution qui a pour objectif la disparition des « quatre vieilleries » : les vieilles idées, la vieille culture, les vieilles coutumes, les vieilles habitudes. L'instrument de cette violence est constitué des gardes rouges, des collégiens et des étudiants de 12 à 30 ans, qui sèment la terreur dans tout le pays : dénonciation par les affiches murales (les *dazibaos*), humiliations publiques, exécutions, destruction de temples bouddhistes, obligation pour les suspects de faire leur autocritique en public... Le bilan est terrible : la Révolution culturelle cause la mort de 4 millions de personnes et les historiens estiment à 100 millions le nombre d'estropiés, martyrisés, maltraités, humiliés, déportés parmi les instituteurs, artistes, musiciens et cadres du parti, ce qui équivaut à un adulte sur deux. Sur le plan politique, si elle permet à Mao de reprendre la main et d'éliminer ses rivaux au sein du PCC, la Révolution culturelle se solde néanmoins par l'effondrement de l'idéal maoïste : chacun constate que le

résultat est plus de répression et plus de privations. La désorganisation du pays est totale et Lin Biao, à la tête de l'Armée populaire de Libération (APL), reprend le contrôle du mouvement et met fin à la Révolution culturelle en éliminant physiquement les agitateurs. Entre 1967 et 1969, 4 millions d'anciens gardes rouges sont déportés et les meneurs les plus radicaux sont exécutés. Paradoxalement, les années 1970 consacrent le retour de la Chine sur la scène internationale. Suite à la Révolution culturelle, le maoïsme connaît un certain succès en Occident. Les accents antibureaucratiques de cette révolution séduisent les intellectuels déçus du stalinisme, comme Jean-Paul Sartre ou Jean-Luc Godard, dont le film *La Chinoise*, sorti en 1967, raconte l'histoire d'un groupe de cinq jeunes communistes qui cohabitent dans un appartement parisien et cherchent à appliquer les théories maoïstes. Le maoïsme alimente aussi les revendications des mouvements contestataires étudiants : en mai 1968, un immense portrait de Mao est accroché dans la cour de la Sorbonne. À l'inverse, d'autres intellectuels dénoncent les crimes de la Révolution culturelle, comme le sinologue belge Simon Leys, qui publie en 1971 *Les Habits neufs du président Mao*, ouvrage dans lequel il met en évidence les luttes de pouvoir qui ont motivé le mouvement et la volonté de Mao de détruire le Parti communiste chinois afin de reprendre le pouvoir.

En 1969, l'arrivée au pouvoir de Nixon aux États-Unis favorise un rapprochement diplomatique avec la Chine dans le cadre la « diplomatie triangulaire » occidentale, qui joue de l'opposition entre la Chine et l'URSS. En 1971, l'équipe américaine de tennis de table est invitée à se rendre en Chine (première équipe américaine à fouler le sol chinois depuis 1949) dans le cadre du rapprochement des deux pays (diplomatie du ping-pong). La même année, la République populaire de Chine entre au Conseil de Sécurité de l'ONU en lieu et place de Taiwan. En 1972, le Président américain effectue son premier voyage officiel en Chine communiste et signe le communiqué de Shanghai, qui reconnaît officiellement l'unité de la Chine et la souveraineté de cette dernière sur le Tibet. La Chine renforce également son influence en Afrique et arme les guérillas indépendantistes, comme en Angola et au Mozambique. En Asie, elle arme les Khmers rouges cambodgiens et permet leur prise de pouvoir en 1975. En revanche, sur le plan intérieur, Mao est de plus en plus critiqué par deux groupes : les idéologues de la « Bande des Quatre », défenseurs de la Révolution culturelle emmenés par la femme de Mao et le groupe des Pragmatiques, rassemblé autour de Zhou Enlai et Deng Xiaoping. En 1975, les deux hommes lancent les Quatre modernisations afin d'annuler les dommages causés par les politiques de Mao et permettre le développement économique du pays. Quatre secteurs sont désormais prioritaires : l'agriculture, l'industrie, la science et la technologie, la défense nationale. La mort du dictateur, le 9 septembre 1976, pose la question cruciale de la direction du pays dans un contexte de lutte pour le pouvoir entre les dirigeants maoïstes, la Chine semble alors arrêtée dans son développement. Elle a réussi à se construire comme une puissance politique avec une certaine légitimité internationale, mais ce n'est pas encore une puissance économique (le pays est rural et sous-industrialisé) et ce n'est donc pas une puissance mondiale.

Ainsi, l'arrivée de Mao au pouvoir permet l'entrée progressive de la Chine sur la scène internationale, d'abord dans l'ombre de l'URSS, puis selon un nouveau modèle qui suscite à la fois la fascination et la critique. La mort du dirigeant en 1976 constitue un tournant et l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping permet la modernisation et l'ouverture du pays sur le monde.

La mort de Mao annonce un tournant majeur en Chine, marqué par la prise de pouvoir des Pragmatiques. Conscient du retard de la Chine face au développement des « quatre dragons asiatiques » (Hong-Kong, Singapour, Taïwan et Corée du Sud), Deng Xiaoping entreprend des réformes destinées à mettre en place une « économie socialiste de marché », nouveau modèle chinois qui s'appuie sur l'alliance paradoxale du capitalisme et du socialisme, de l'immobilisme politique et des réformes économiques. Il décide alors de sortir du modèle collectiviste et planifié, afin de libéraliser progressivement le pays. Alors que Mao avait donné la priorité aux régions intérieures et plus généralement aux campagnes, il met l'accent sur les régions littorales. Pour cela, il poursuit la politique des « quatre modernisations » (agriculture, industrie, science et

technologie, défense nationale) lancée en 1975. Dans les campagnes, la production agricole augmente : 11 % en moyenne entre 1981 et 1984 contre 3,7 % entre 1953 et 1981. Pour favoriser l'intégration de la Chine à la mondialisation, Deng Xiaoping met en place des zones économiques spéciales (ZES), offrant une main-d'œuvre bon marché et des avantages fiscaux. Ces ZES sont essentiellement situées sur les côtes afin d'attirer les capitaux étrangers (les IDE). Elles sont centrées sur la fabrication et l'exportation de produits standards (vêtements de prêt-à-porter, chaussures de sport) et situées sur le littoral pour faciliter le transport des matières premières et les exportations de produits finis. En 1984, 14 villes côtières sont ainsi ouvertes aux investissements étrangers, parmi lesquelles : Tianjin, Qingdao, Shenzhen, Shanghai et Ningbo. Deng Xiaoping œuvre également à l'essor de Shanghai, alors que cette dernière fut longtemps considérée comme suspecte à cause de la longue présence étrangère au temps des concessions. Les premiers portiques à conteneurs sont installés dans le port en 1985 et des infrastructures de communication sont créées en 1990, ce qui entraîne l'essor de la métropole chinoise. Suite à ces réformes, la population chinoise connaît un essor démographique important (le milliard d'habitants est atteint en 1982), qui menace de provoquer un phénomène de surpeuplement. Afin de pallier ce problème démographique, Deng Xiaoping décide, en 1979, de mettre en place la politique de l'enfant unique : les couples n'ont désormais plus le droit d'avoir plus d'un enfant. S'il s'agit d'éviter le phénomène de surpeuplement, cette politique démographique a aussi des objectifs économiques : la nouvelle légitimité de l'État chinois ne se trouve plus dans le dogme marxiste mais dans l'amélioration concrète du niveau de vie et limiter le nombre d'enfants permet d'injecter les maigres ressources de l'État directement dans la croissance économique.

Deng Xiaoping, poursuivant la rupture avec l'URSS, s'efforce de renforcer l'influence régionale de la Chine et développe les contacts commerciaux avec l'Occident. Ainsi, entre février et mars 1979, la Chine mène une guerre de quatre semaines contre le Vietnam, allié de l'URSS, qui vient d'intervenir au Cambodge pour mettre fin au régime des Khmers rouges de Pol Pot, proche du PCC. Parallèlement, à la fin de l'année 1978, Boeing annonce la vente de plusieurs avions 747 aux compagnies aériennes de la RPC et Coca-Cola rend publique son intention d'ouvrir une usine de production à Shanghai. De même, en 1979, Deng Xiaoping effectue un voyage aux États-Unis et rencontre le président Jimmy Carter. Enfin, dans les années 1980, le leader chinois négocie le retour des territoires chinois encore aux mains des Occidentaux. Une déclaration sino-britannique est conjointement signée le 19 décembre 1984 et fixe la rétrocession du territoire de Hong Kong à 1997. Le gouvernement chinois accepte donc de respecter le système économique, le système politique et les libertés individuelles de la colonie britannique de l'époque au cours des cinquante années qui suivront la rétrocession (donc jusqu'en 2047) selon le principe appelé par Deng Xiaoping « un pays, deux systèmes », c'est-à-dire la coexistence sous une même autorité de différents systèmes économiques : le communisme et le capitalisme.

Néanmoins, à la fin des années 1980, les difficultés s'accumulent. À la campagne les paysans, trop nombreux (entre 150 et 200 millions), manquent de terres et de capitaux pour investir : le gouvernement ayant donné la priorité à l'industrie et aux régions littorales, les régions agricoles de l'intérieur s'appauvrissent. Dans les villes, les prix augmentent, les étudiants sont particulièrement touchés et des manifestations éclatent. Face à cette crise, les dirigeants chinois sont divisés et hésitent entre deux options : poursuivre la politique de libéralisation et élargir le rôle du marché (fin du système maoïste) ou mettre un terme à la décollectivisation et revenir à un contrôle étatique des prix. Ce débat gagne progressivement l'opinion publique, d'autant que l'année 1989 coïncide avec le bicentenaire de la Révolution française et le 70<sup>e</sup> anniversaire du mouvement du 4 mai 1919, au cours duquel 3000 étudiants avaient manifesté à Pékin pour réclamer la modernisation et la démocratisation du pays sur le modèle occidental. Le contexte international explique également l'agitation de la jeunesse. En 1985, l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev en URSS est accompagnée d'une libéralisation économique (*Perestroïka*) et politique (*Glasnost*). De même, le monde a les yeux braqués sur l'Europe de l'Est et l'évolution des démocraties populaires, notamment en Pologne, où le syndicat Solidarnosc progresse fortement. Ainsi, le 27 avril, des dizaines de milliers d'étudiants manifestent devant le siège du

gouvernement sur l'immense place Tian'anmen à Pékin, lieu hautement symbolique où se sont déroulés le mouvement du 4 mai et la proclamation de la RPC par Mao Zedong en 1949, pour réclamer la « cinquième modernisation » : la démocratie. En mai, une grève de la faim est entamée par 2000 à 3000 étudiants qui occupent et campent sur la place, mais dans la nuit du 3 au 4 juin, l'armée tire à balles réelles et écrase les tentes des manifestants : le massacre délibéré fait plus de 2500 morts. Deng Xiaoping dénonce les étudiants comme des « fauteurs de trouble » et confirme sa politique de « socialisme de marché » : ouverture économique mais autoritarisme politique. Les dirigeants du mouvement sont arrêtés ou contraints de fuir à l'étranger. La répression de ce « printemps de Pékin », filmée par les télévisions étrangères, porte un coup important à l'image de la Chine. Les dirigeants européens et les organisations internationales adoptent alors une série de sanctions contre Pékin, dont un embargo sur les ventes d'armes et la suspension des emprunts étrangers par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement.

Deng Xiaoping reste à la tête du pays jusqu'à sa mort en 1997. Il poursuit la rupture avec le maoïsme et fait de la Chine une puissance politique et économique importante. Cette politique est poursuivie après sa mort par ses successeurs dont Jiang Zemin (1993-2003), Hu Jintao (2003-2012) et Xi Jinping. Ces dirigeants renforcent d'abord la puissance politique du pays, puis, après avoir renoncé à la collectivisation au profit de la libéralisation économique, ils remplacent progressivement l'idéologie socialiste par une idéologie nationaliste. En effet, sous le mandat de Jiang Zemin, la Chine récupère les territoires de Hong Kong (auparavant territoire britannique), rétrocédé en 1997, et de Macao (ancienne colonie du Portugal), rétrocédé en 1999. La Chine n'abandonne pas ses prétentions sur Taïwan, qu'elle considère comme une partie intégrante de son territoire. Cependant elle ne cherche pas vraiment l'épreuve de force : le régime de Beijing mise plutôt sur le temps long et la dépendance économique de Taïwan provoquée par l'intensification des échanges. De même, la RPC continue à revendiquer un certain nombre d'îles de la mer de Chine, comme les îles Spratly ou les îles Paracel. Par ailleurs, la Chine défend ses intérêts politiques au sein d'alliances auxquelles elle est associée comme l'ASEAN ou d'organisations telles que l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai, alliance politique, économique et militaire fondée en 2001 et regroupant la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan). Le pays s'est réarmé et possède aujourd'hui le deuxième budget militaire de la planète, qui reste loin derrière celui des États-Unis. Par ailleurs, les événements officiels internationaux, tels que les Jeux Olympiques de Pékin en 2008 ou l'organisation de l'Exposition Universelle à Shanghai en 2010, sont l'occasion pour le régime, à travers les succès sportifs (les JO sont remportés par la Chine avec 51 médailles d'or, devant les États-Unis avec 36) et les réussites de l'organisation de ces événements, de présenter le visage d'un pays puissant et en voie de modernisation rapide.

Parallèlement, la Chine devient une grande puissance économique. En 1999, le gouvernement lance la stratégie *zouchuqu* (« sortir des frontières »), qui consiste à multiplier les investissements à l'étranger. Depuis 2000, ces investissements ont été multipliés par vingt et concernent tous les domaines : terres agricoles et minières en Afrique et en Amérique du Sud, entreprises aux États-Unis et en Europe (rachat du groupe Volvo par la firme Geely et de l'entreprise Choco BN par le conglomérat Bright Food en 2010), infrastructures (ports, routes, aéroports...), dettes souveraines (Pékin posséderait déjà 7 % de la dette publique européenne, soit 630 milliards d'euros). La libéralisation du pays se concrétise par l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001 et dans le G20 en 2008. Elle permet au pays de passer du 11<sup>e</sup> rang mondial en 1970 au 6<sup>e</sup> en 1995 et au 2<sup>e</sup> aujourd'hui. Dans le cadre de la nouvelle division internationale du travail (NDIT), la Chine est devenue l'atelier du monde et la première puissance industrielle mondiale : sa position est exceptionnelle dans certains secteurs comme le textile, le jouet, l'électronique et l'automobile (premier producteur mondial en 2009). Pour écouler ses produits manufacturés, le pays n'hésite pas à pratiquer le dumping monétaire : le yuan est sous-évalué de 30 à 40 % afin de favoriser les exportations et inciter à la délocalisation. Avec 20 % des échanges, la Chine est ainsi devenue le premier pôle du commerce mondial devant les États-Unis (11,2 %) et l'Allemagne (8,2 %). Cette puissance s'explique par le dynamisme de la façade

maritime chinoise et de ses ports. En tête du classement mondial, on retrouve presque exclusivement des ports chinois (Ningbo-Zhoushan, Shanghai, Singapour, Tianjin, Tangshan, Canton (Guangzhou), Tsingtao) ce qui est révélateur de la place de la Chine dans le commerce mondial et la NDIT. Le port de Shanghai est passé de 0,5 million d'EVP en 1990 à 33,6 millions en 2013, soit l'équivalent du total actuel des cinq premiers ports européens. La Chine commence à se positionner dans le domaine des hautes technologies avec l'envoi du premier taïkonaute dans l'espace, Yang Liwei, en 2003, et le projet de construction d'un avion de ligne chinois. Dans le domaine financier, Shanghai Stock Exchange possède la 7<sup>e</sup> capitalisation boursière de la planète (2496 milliards de dollars en 2013). Pour sécuriser ses approvisionnements en matières premières, la Chine accroît son contrôle sur l'Afrique, on parle alors de la « Chinafrique ». En 2006, Pékin signe ainsi des accords de coopération agricole avec plusieurs États africains, qui ont permis l'installation de 14 fermes expérimentales en Zambie, au Zimbabwe, en Ouganda et en Tanzanie. Le gouvernement a aussi acheté des terres arables en République démocratique du Congo, en Ouganda, au Mozambique. Aujourd'hui, la Chine s'approvisionne en pétrole en Libye, au Soudan, en Angola et au Nigéria. Elle contribue à l'aide au développement d'États comme l'Algérie, la Libye, l'Égypte, le Soudan, le Nigéria ou la Tanzanie. Enfin, la Chine développe son *soft power* et tente de diffuser la culture chinoise dans le monde. Depuis 2004, elle crée partout dans le monde des Instituts Confucius, établissements scolaires ayant pour but de diffuser la langue et la culture chinoise à travers le monde. Le pays peut aussi compter sur son immense diaspora (100 millions de Chinois d'outre-mer), qui représente une force économique considérable en même temps qu'un levier diplomatique utile pour le pays. Principalement localisée en Asie du Sud-Est, elle est aussi présente aux États-Unis (2,5 millions), en Australie (500 000), en France (400 000) ou au Royaume-Uni (250 000). La Chine commence aussi à polariser les flux touristiques. Si la France affiche toujours une confortable avance (84 millions de touristes en 2012), la Chine (57,7 millions) talonne désormais les États-Unis (66,7 millions) et l'Espagne (58,7 millions).

Si la Chine est assurément l'une des principales puissances économiques de la planète, elle n'en demeure pas moins un pays en développement (PED) : en 2014, avec un indice de développement humain (IDH) de 0,719, la RPC pointe à la 91<sup>e</sup> place du classement. Le pays est encore marqué par de fortes inégalités entre les villes et les campagnes et entre les régions de l'Ouest et les régions littorales de l'Est. En effet, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, 70 millions de ruraux sont encore trop pauvres pour manger à leur faim. La Chine reste un pays relativement pauvre : en 2015, le PIB/hab. atteint 8490 dollars, soit deux fois moins que celui du Venezuela et surtout 18 fois moins que celui de Taïwan. L'économie doit également faire face à un ralentissement de l'économie : longtemps à deux chiffres, le PIB de la Chine est aujourd'hui revenu à 6,4 %.

Par ailleurs, la Chine est largement discréditée sur la scène internationale en raison de sa politique de « socialisme de marché » et de son absence de démocratisation. Devenue une grande puissance, elle ne craint plus les réactions internationales en faveur des droits de l'Homme. Le pays est toujours dirigé par un parti unique (le PCC, qui compte plus de 70 millions de membres) et refuse toute liberté associative ou syndicale. Les médias continuent d'être contrôlés et de nombreux dissidents sont l'objet d'une surveillance continue de la part des autorités. En janvier 2006, Google accepte ainsi de censurer son site en Chine, Google.cn, et supprime certaines informations relatives aux événements de 1989 et à divers sujets tels que l'indépendance du Tibet ou le statut politique de Taïwan. Lu Xiaobo, prix Nobel de la Paix en 2010 pour son combat non-violent pour les droits de l'Homme en Chine, est condamné en 2009 à onze ans de prison pour activités subversives. De même, malgré l'indignation de la communauté internationale, le gouvernement réprime durement toute volonté d'autonomie au Tibet. Par ailleurs, depuis 2003, les autorités chinoises utilisent la « guerre contre le terrorisme » pour justifier une répression sévère de la communauté Ouïghoure à majorité musulmane dans la région autonome du Xinjiang, dans le Nord-Est de la Chine. La RPC continue à exécuter plus de personnes que tout le reste du monde : la peine de mort est prononcée tant pour des infractions sans violence physique, comme la fraude fiscale ou le proxénétisme, que pour des infractions liées à la drogue ou des actes de violence.

Quelques progrès ont, toutefois, été faits, comme la fermeture fin 2013 des *laogai*, qui regroupaient encore plus de 2 millions de détenus. Mais c'est parce que les droits de l'Homme ne sont pas suffisamment respectés que l'embargo sur les armes n'est toujours pas levé. Enfin, pour devenir une puissance complète, la Chine doit encore devenir une grande puissance militaire. Pour l'instant, elle ne peut pas encore rivaliser véritablement avec les États-Unis, comme le montre son effacement relatif lors des grands conflits récents : guerre du Golfe, Afghanistan, Irak. Cependant la Chine modernise actuellement son armée et ses dépenses militaires sont en hausse depuis le début des années 1990.

En un siècle, la Chine est donc passée d'une nation dominée, au statut de puissance mondiale, la seule capable aujourd'hui de rivaliser avec les États-Unis. Une situation vécue comme une revanche sur l'Occident. Elle reste toutefois une puissance émergente, incomplète, régionale et n'égale pas la puissance américaine sur le plan technologique, militaire ou sur le *soft power*. Mais les ambitions chinoises sont aujourd'hui planétaires.